

Discours sur la sécurité alimentaire

L'alimentation est le besoin le plus fondamental de l'homme. Elle est essentielle à la vie et au développement. *Le droit à l'alimentation* est donc la base de tous les droits. Il est réalisé lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de vivre une vie saine et active.

Les pouvoirs publics et les gouvernements jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre du droit à l'alimentation. C'est à eux qu'il incombe de faciliter l'accès illimité de leur population à l'alimentation et de la protéger contre les violations de ce droit. Ils ont, par ailleurs, l'obligation d'aider les personnes dans le besoin qui ne peuvent se procurer de la nourriture par elles-mêmes. Bien que le droit à l'alimentation soit aujourd'hui bien ancré dans le droit international des droits de l'homme et qu'il soit reconnu à l'échelle internationale, régionale et nationale, les Etats sont encore nombreux à refuser de reconnaître son caractère exécutoire. Je fais donc un appel à tous les Etats membres du Conseil de l'Europe de reconnaître le caractère exécutoire de ce droit de l'homme fondamental dans leur législation et de respecter pleinement les obligations internationales qui leur incombent de le protéger comme il se doit.

L'assurance de la sécurité alimentaire et d'une production durable de la nourriture devrait figurer parmi les premières priorités de tous les pouvoirs publics.

Or, il faut constater que la sécurité alimentaire, tant du point de vue quantitatif que qualitatif, est loin d'être acquise et qu'elle constitue l'un des plus grands défis du XXI^{ème} siècle.

Notre planète, habitée par 7 milliards de personnes et aux ressources naturelles abondantes, pourrait fournir assez de nourriture pour tout le monde. Pourtant, près d'un milliard de personnes souffrent de faim et de malnutrition, principalement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Dans le monde, une personne meurt de faim chaque seconde et un enfant, toutes les cinq secondes, des conséquences de la malnutrition. Etant donné la crise économique, l'insécurité alimentaire affecte de plus en plus de personnes démunies, même en Europe. Paradoxalement, en même temps, environ deux milliards d'hommes et de femmes sont en surpoids ou souffrent d'obésité. Ils mangent trop et mettent ainsi leur santé en péril. Il est capital de surmonter les déséquilibres existants pour offrir une alimentation suffisante et adéquate ainsi que des conditions de vie décentes à l'ensemble des êtres humains.

Nous sommes face également à un autre paradoxe: alors qu'il faut produire davantage de nourriture pour lutter contre la faim, on en gaspille aussi de plus en plus. Entre 30 et 50 % de la nourriture produite dans le monde est perdue. Ce gaspillage alimentaire se produit à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Dans les régions développées quelque 300 millions de tonnes d'aliments encore propres à la consommation humaine sont jetés annuellement. Si cette nourriture pouvait être récupérée, elle suffirait à garantir une meilleure alimentation à près de 870 millions de personnes pauvres et affamées dans le monde.

Le gaspillage alimentaire coûte en outre des millions aux consommateurs pénalisés par des prix plus élevés et nuit à notre environnement. Dans un contexte mondial de menaces grandissantes pour la sécurité alimentaire, il est urgent d'enrayer ce phénomène. L'UE s'est fixé comme objectif de réduire de moitié d'ici 2020 le gaspillage alimentaire, un objectif que j'invite tous les Etats membres à soutenir.

Dans mon rapport, je mets en lumière les principales menaces pour la sécurité alimentaire que sont le boom démographique – la population mondiale passera la barre de 9 milliards en 2050 -, les modes de consommation en pleine évolution, les inégalités sociales croissantes, la pression massive sur les ressources

naturelles et la biodiversité, le changement climatique, les nouveaux risques et les fraudes alimentaires, ainsi que les asymétries dans le système alimentaire du commerce mondial et dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire.

C'est l'homme qui est en grande partie responsable des crises alimentaires auxquelles nous sommes sans cesse confrontés. C'est surtout une question de gouvernance à laquelle il faut s'attaquer résolument. C'est un problème qui nous concerne tous et les déséquilibres et les problèmes de gouvernance existants ne pourront être résolus que si la volonté politique et l'engagement des citoyens sont suffisants. Les risques pour la sécurité alimentaire doivent être évités, mais aussi anticipés. Comme les pays sont toujours plus interdépendants, les relations internationales jouent un rôle clé pour atténuer les tendances négatives et mieux exploiter les nouvelles possibilités d'amélioration de la sécurité alimentaire pour les générations actuelles et futures.

Il faudra utiliser les ressources naturelles de façon plus responsable, adapter nos orientations stratégiques de développement et poursuivre des politiques transversales cohérentes qui permettront de faire reculer la pauvreté, de développer les zones rurales et de gérer intelligemment les chaînes d'approvisionnement alimentaire. Nos objectifs clés pour l'avenir devront être

le développement d'une agriculture durable et la mise en œuvre de mesures de lutte efficaces contre la faim et la pauvreté, contre le changement climatique et contre une consommation alimentaire irresponsable.

L'agriculture joue un rôle essentiel dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, la faim et la pauvreté. Elle doit être orientée vers des méthodes de production plus durables sur le plan environnemental et plus justes sur le plan social.

Il faut produire mieux et plus avec moins d'eau, d'énergie, d'intrants et de terres arables, si l'on veut nourrir une population croissante, tout en préservant les écosystèmes naturels indispensables à notre vie sur terre.

Nous devons soutenir les efforts des institutions internationales (ONU, OMC et OCDE) pour protéger les denrées alimentaires contre la spéculation financière, contenir la volatilité des prix des aliments de base et encourager la constitution de réserves alimentaires,

Il s'agira de faire progresser les négociations de l'OMC sur le cycle de DOHA et, concernant le chapitre sur l'agriculture, de prévoir des clauses de sauvegarde pour les produits essentiels afin de protéger l'agriculture de subsistance et de favoriser le développement durable des populations locales dans les pays en développement.

Une lutte efficace contre la faim et la pauvreté exige aussi un redoublement d'efforts pour atteindre les

objectifs du Millénaire pour le développement à l'horizon 2015 – et au-delà.

La lutte contre le changement climatique, qui constitue une réelle menace pour la sécurité alimentaire, exige dans les meilleurs délais une solution globale dans le cadre des négociations internationales. Adopter un accord mondial contraignant d'ici 2015 par toutes les parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) est un objectif que tous les Etats membres du Conseil de l'Europe devraient fermement soutenir.

Pour assurer une consommation alimentaire plus responsable, il faudra réduire sensiblement le gaspillage alimentaire et promouvoir l'acquisition de saines habitudes alimentaires (manger moins de viande et des aliments de meilleure qualité nutritionnelle) afin de résorber le problème de plus en plus alarmant de surpoids et d'obésité. En Europe, plus de la moitié de la population adulte est concernée par ce problème et le nombre d'enfants et de jeunes souffrant d'une surcharge pondérale ne cesse d'accroître. La croissance rapide de la consommation de viande a, par ailleurs, une répercussion directe sur l'offre alimentaire. Selon la FAO, près de la moitié de la production céréalière sert actuellement à l'alimentation animale. La réaffectation d'une partie de ces céréales à la consommation humaine pourrait aider à faire reculer l'insécurité alimentaire.

Il faudra également faire preuve de plus de solidarité avec les pays les plus pauvres et les groupes de population vulnérables et honorer les engagements pris en matière d'aide au développement. Il faudra par ailleurs investir davantage dans la qualité et la sécurité sanitaire des aliments où le principe général de précaution doit régir afin de préserver la santé publique. A cet effet, on devra intensifier les contrôles alimentaires, renforcer les exigences d'étiquetage et accroître la recherche sur les nouveaux risques alimentaires liés aux OGM, aux perturbateurs endocriniens, aux nanotechnologies et aux résidus chimiques présents dans les aliments.

Telles sont les mesures principales que je recommande dans mon rapport aux Etats membres afin d'améliorer la sécurité alimentaire. Ces mesures sont précisées dans le projet de résolution que je vous demande de soutenir.